le 13 octobre à Lyon

octobre 10, 2012

Pour un arrêt immédiat du nucléaire Changeons d'ère, sortons du capitalisme

Nous assistons en direct à un psychodrame médiatisé à dessein à propos du traité européen et du refus d'EELV d'appeler à le voter tandis que ses ministres vont devoir faire la preuve de leur solidarité gouvernementale. Pendant ce temps, des manifestations antinucléaires se préparent. Ne seront-elles qu'un soutien critique au gouvernement ou bien seront-elles marquées par un rejet franc et massif du nucléaire rose ou vert ?

Comment interpréter ce psychodrame ? Une partition bien huilée entre deux acteurs/auteurs de la même pièce pour donner l'impression qu'EELV n'est pas encore absorbée par le PS, qu'elle garde une capacité de critique et d'indépendance, calmant ainsi ceux qui, à la base ou dans les milieux écolos, commençaient à douter sérieusement de la pertinence de l'accord passé avec les socialistes ? Un soupçon d'impertinence à propos du traité européen, mais qui n'ira pas jusqu'à décrédibiliser (contrairement à ce qu'exprime l'éditorial du Monde du 25 septembre) une image de responsabilité et de capacité à assumer le pouvoir patiemment tricoté au fil des ans ?

Ou bien alors une crise réelle qui va s'accentuer dans les semaines et mois à venir, et qui n'est maîtrisée ni par les uns ni par les autres ? Une crise dont on avait déjà senti la présence lorsque la base avait imposé E. Joly contre N. Hulot et les futurs apparatchiks gouvernementaux alors que le parti écolo subissait une hémorragie militante conséquente.

Il est à noter que cette « crise », réelle ou mise en scène, intervient quelques jours après la quasi-standing ovation que les écolos dans leur presque totalité ont accordée à F. Hollande lors de la récente conférence environnementale. Cet étalage d'autosatisfaction accréditait ainsi, aux yeux du grand public, que l'extraction du gaz de schiste n'aurait pas lieu, que Fessenheim allait fermer… dans six ans, et que 800 000 logements écolos allaient voir le jour, autant d'affirmations mensongères mais rendues crédibles par une façon d'utiliser des mots en faisant croire qu'on en utilise d'autres ! Ainsi, ce qui est condamné ce n'est pas le gaz de schiste mais la fracturation hydraulique (et encore !) ; Fessenheim fermera peut-être, mais non sans avoir absorbé des millions pour la mettre aux normes et rendre ainsi possible sa prolongation ; et puis les formules utilisées, comme « transition énergétique » qu'il faut traduire par « promotion du nucléaire ». Quelques jours plus tard, deux ministres PS assistaient aux journées parlementaires d'EELV à Nantes pour démontrer l'entente cordiale censée régner.

Après cela, il fallait bien un point de discorde pour ne pas donner l'impression d'une totale inféodation !

C'est dans ce contexte politique bien particulier que vont se dérouler les prochaines mobilisations antinucléaires, contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes et contre les projets concernant le gaz de schiste.

Des manifs instrumentalisées

Le 13 octobre, à Laval, Lyon, Bordeaux, Strasbourg, Paris, Metz, Lille et Narbonne auront lieu des manifestations organisées par le réseau Sortir du nucléaire et des associations locales, et soutenues

par EELV, pour exiger les arrêts de la construction EPR de Flammanville, de sa ligne THT Cotentin-Maine, et des réacteurs de plus de trente ans, en particulier celui de Fessenheim.

Changer d'ère et sortir du nucléaire, disent-ils. Oui, mais quand ? Doit-on y être présents ou non ? Beaucoup de camarades sont assez réticents. Le risque existe, en effet, de servir de marchepied à des forces que nous combattons et de ne pas y être assez nombreux pour éviter toute récupération. Nous pencherions plutôt, quant à nous, pour tenter une présence visible et claire afin de ne laisser aucun terrain entièrement libre à ces forces qui œuvrent de fait à la poursuite de la production nucléaire.

Le clivage qui oppose les tenants de l'« arrêt immédiat » à ceux qui prônent un arrêt « progressif » est ancien dans le mouvement antinucléaire. Il rebondit aujourd'hui tout simplement parce que, après Fukushima, l'« arrêt immédiat » est devenu une revendication tellement évidente que les tenants de l'arrêt progressif (avec toutes ses variantes) sont obligés d'intégrer cette donnée en se livrant à toutes les contorsions politiciennes et linguistiques possibles. Le terme « immédiat » étant devenu symbolique, il suffisait de le détourner. C'est ainsi qu'est né ce concept tordu de « décision immédiate » qui permet de l'assortir de toutes les variantes : certes, « décision immédiate de sortie immédiate », mais aussi « décision immédiate de sortie dans… » 10, 20 ou 30 ans, ou encore décision de commencer immédiatement à sortir…

Seulement voilà, l'« arrêt immédiat » que nous mettons en avant ne peut être réduit, et ce depuis longtemps, à une simple question de date ! Cet « arrêt immédiat » n'est pas un fétiche, il est devenu le symbole d'un clivage politique plus général entre une écologie sociale et de classe qui s'insère dans une perspective anticapitaliste et antiproductiviste et les tenants d'un néocapitalisme vert pour lesquels les questions énergétiques peuvent servir à relancer une fois encore une économie de marché en crise.

SI LE JAPON L'A FAIT…

Nous savons bien qu'on n'arrête pas une centrale en appuyant simplement sur un bouton. Nous savons aussi que si on arrêtait toutes les centrales il n'y aurait pas assez d'électricité pour faire fonctionner la société telle qu'elle fonctionne actuellement. Mais, justement, nous ne voulons plus qu'elle fonctionne ainsi ! Et les « économies d'énergie » prônées par les écolos ne sont que pures paroles si on ne précise pas ce qu'on veut garder et ce qu'on veut supprimer, ou du moins si on n'en débat pas. L'arrêt immédiat est donc un marqueur politique, et non une revendication précise comme une augmentation de salaire de 3 ou 5 % ! Un marqueur politique, parce que nous savons bien que derrière le « progressif » se cache très mal la volonté 1. de ne pas toucher à l'appareil productif et aux rapports sociaux qu'il engendre et 2. de laisser le temps nécessaire aux grands groupes capitalistes pour se recycler progressivement dans le renouvelable industriel avec autant de bonheur qu'ils l'ont fait dans le nucléaire.

On peut toujours trouver des slogans ou des marqueurs politiques insuffisants, n'allant pas assez au fond des choses ou cachant mal un soutien au « Vieux Monde ». Il est sans doute possible de faire subir à l'« arrêt immédiat » ce sort-là sort et de couper des têtes. Mais nous pensons qu'il va falloir échapper au « plus radical que moi tu meurs » stérile et démobilisateur pour celles et ceux qui se retrouvent à compter les points. Nous devons éviter que chacun ne se positionne qu'en se différenciant du voisin sans imaginer des mobilisations ni proposer des objectifs à court et moyen terme. Il est temps de formuler des « discours » audibles, compréhensibles par des gens qui, simplement, s'interrogent, se méfient du nucléaire, et pourraient peut-être se retrouver dans des

formes de mobilisation à inventer aussi « pour eux », afin qu'elles deviennent ensuite « avec » eux. Et qui permettent d'établir des rapports de forces sur le terrain et pas seulement sur celui des idées, si pertinentes soient-elles.

Rappelons-nous qu'en 2002 des manifestations antinucléaires étaient organisées dans cinq ou six villes de France. Elles avaient été dans l'ensemble un double succès, principalement à Nantes et à Toulouse. Double parce que, d'un côté, elles avaient réuni plus de gens que prévu et parce que, de l'autre, nous avons assisté à l'émergence d'un fort courant « arrêt immédiat » qui marquait déjà des clivages qui n'ont fait que s'accentuer ensuite. On ne sert certes pas deux fois la même soupe, mais on peut s'inspirer de la recette. Il y aura sans doute moins de monde qu'en 2002. Mais rien ne nous empêche de réactualiser le « Ni rose ni vert arrêt immédiat du nucléaire » qui avait servi alors de ralliement et d'être vigoureusement présents dans les manifs du 13 octobre afin de donner un corps et une perspective aux différents regroupements, tentatives de coordination et réunions qui parsèment l'agenda des milieux antinucléaires s'opposant aux écolos de gouvernement, et qui, surtout, entendent lier entre elles des luttes proches. Des liens qui ne sont pas seulement géographiques, mais logiques et cohérents, parce que les motifs qui les font naître s'auto-entretiennent les uns avec les autres : ainsi, d'un côté, les grands projets d'aménagement du territoire comme l'aéroport de Nantes (NDDL), les lignes ferroviaires à grande vitesse, les lignes à haute tension, le Grand Paris, la métropolisation du territoire sur de grands pôles urbains, etc., font le pari de la disponibilité indiscutable et à coût réduit d'une croissance continue de la production électrique ; de l'autre, les lobbies du nucléaire, des parcs d'éoliennes, du gaz de schiste font de la croissance continue de ces « besoins », tout aussi indiscutés et indiscutables, des prétextes pour développer de nouvelles activités génératrices d'électricité et de profits pour les groupes capitalistes concernés.

L'abandon du nucléaire et d'autres équipements et projets nuisibles doit se comprendre en termes de mobilisation et de coûts politiques pour ceux qui les défendent et les implantent. La classe dirigeante n'est pas à une contradiction près. Alors qu'elle cherche à nous accabler et à nous discipliner sous le fardeau de la « dette », la poursuite du nucléaire comme le démarrage de grands projets plus ou moins pharaoniques ne peut se réaliser que par un surcroît d'endettement alors que, paraît-il, les caisses sont vides, par de nouveaux emprunts massifs garantis par l'Etat français et peut-être demain par le super-Etat européen…

Cette mobilisation antinucléaire doit aussi se comprendre comme un moment d'affirmation et d'extension d'un courant d'opinion encore diffus, mais qui s'oppose de plus en plus à la logique productiviste, qui rejette le chantage à l'emploi et à la « bonne santé » des entreprises pour accepter n'importe quoi dès lors que cela relancerait la machine à fabriquer des profits (voir l'article sur l'Italie dans ce numéro). Un mouvement qui, en creux ou explicitement, dessinerait un courant refusant de se laisser imposer des décisions dangereuses et mortifères permettant ensuite de justifier un Etat sécuritaire et une course sans fin au consumérisme, à la rentabilité et à notre adaptabilité optimale aux sources et mécanismes de la réalisation des profits, parce que, n'est-ce pas, « on n'a pas le choix » ! ; un mouvement qui, à partir des luttes de site, des mobilisations solidaires et des refus déterminés manifestés dans de multiples initiatives locales, repose, précisément, la question du choix de société, de ce qui est juste et ce qui ne l'est pas, de ce qu'il est convenable et souhaitable de faire et ce dont il est préférable de se débarrasser sans attendre.

OCL

……..

Arrêt immédiat du nucléaire civil et militaire !

Le samedi 13 Octobre aura lieu à Lyon un rassemblement contre le nucléaire, sur le quai Augagneur près de la Fosse aux Ours.

Luttant pour un arrêt immédiat de cette industrie de mort, nous seront présents pour porter une critique radicale du nucléaire et de la société qui va avec (tract ci-dessous).

Nous vous invitons donc à nous rejoindre à partir de 14h, vers la Fosse aux Ours (M° Guillotière), à côté des banderoles « Le nucléaire c'est le capitalisme, arrêt immédiat » et « Ni rose, ni vert, arrêt immédiat du nucléaire ».

Contre le nucléaire, rien ne sert de fuir !

Un seul objectif : arrêt immédiat

Alors que les centrales vieillissent et souffrent d'incidents à répétitions, que le chantier du nouvel EPR accumule les problèmes, l'industrie nucléaire continue son avancée destructrice. Au Japon, deux réacteurs ont été remis en marche malgré l'opposition toujours plus forte de la population. Et si, en France, les accords électoraux entre le PS et EELV vont probablement aboutir à la fermeture de la centrale de Fessenheim (Alsace), la « plus vieille du pays », il ne s'agit que de poudre aux yeux pour masquer la poursuite du programme nucléaire : mise en service de la nouvelle usine d'enrichissement Georges Besse 2 (Drôme), centre d'enfouissement à Bure (Aube), projet de réacteur au plutonium ASTRID (Gard), installation de conditionnement et d'entreposage de déchets activés (ICEDA) à Saint-Vulbas (Ain).

Nous ne pouvons que nous réjouir de l'arrêt de ces deux réacteurs, mais cela est très loin d'être suffisant. Dans la vallée du Rhône, les réacteurs de la centrale du Bugey ne valent pas mieux, de même que ceux de Saint-Alban, Cruas et du Tricastin. Et les réacteurs les moins anciens (Chooz, Civaux), s'ils ont peut-être moins de problèmes, ne sont de toute façon pas à l'abri d'un accident majeur.

L'arrêt progressif du nucléaire demandé par les Verts et d'autres lobbies n'a pas pour but d'en finir le plus vite possible avec cette industrie de mort, mais permet à celle-ci de continuer à faire tourner toutes ses usines de fabrication, d'enrichissement, de traitement des déchets (l'usine de la Hague pollue énormément plus que toutes les centrales françaises cumulées…), pour engranger de l'argent. De plus, la sortie progressive laisse le temps aux grands capitalistes de l'atome de se reconvertir afin de sauvegarder leur pouvoir et leurs bénéfices : ainsi AREVA veut devenir le premier constructeur d'éoliennes industrielles et d'usines de cogénération (gigantesques, elles consommeront des forêts entières) ; Bouygues et Vinci iront couler du béton pour d'autres grands travaux liés à la sur-consommation d'électricité tels les TGV, les THT et les centres touristiques.

Pour les « anti-nucléaires » pas pressés, il s'agit surtout de ne pas remettre en cause cette société capitaliste et autoritaire. Nous pensons au contraire que l'arrêt définitif du nucléaire ne saurait attendre, et que la critique de cette industrie catastrophique va de pair avec celle du système qui l'a engendré et qu'elle contribue en retour à renforcer. Le problème n'est pas tant de produire un peu moins d'électricité, ou autrement, mais bien de remettre en cause plus radicalement le monde dans lequel nous sommes, pour en finir avec la folie atomique.

En effet le nucléaire n’est pas qu’une énergie, c’est un projet de société. Société policière pour mater par la force celles et ceux qui refusent le nucléaire, puis pour surveiller les travailleu(se)rs et les populations, au nom de leur sécurité. Société militaire aussi, car c’est par la bombe que l’atome est entré dans nos vies, et c’est par l’état de guerre qu’il risque de finir. En effet, en cas de catastrophe nucléaire avérée, c’est l’armée qui viendra trier les individu(e)s, mettre au pas les populations et mitrailler les récalcitrant(e)s. Société d’expert(e)s, qui seul(e)s ont droit à la parole, aux débats, et participent aux décisions, au nom de leur savoir et de notre « ignorance ». Nous sommes ainsi dépossédé(e)s de nos conditions d’existence et la réappropriation de nos vies est rendue très difficile. Société néo-coloniale, car l’uranium est exploité par Areva au Niger, dans des conditions sociales inacceptables et avec des dommages écologiques considérables dont sont victimes les populations locales. Société capitaliste enfin, car le Capital a besoin de toujours plus d’énergie pour produire ses engins de mort et ses marchandises inutiles.

Pour combattre et arrêter l’industrie nucléaire et le monde qui l’a engendrée, organisons-nous de façon autonome et horizontale.

Arrêt immédiat du nucléaire civil et militaire !

Sortie définitive du capitalisme !

Signataires : Organisation Communiste Libertaire-Lyon, Coordination des Libertaires de l’Ain, Groupe Libertaire de Saône et Loire, Groupe la Vache Noire (FA), des anti-nucléaires de Saône et Loire

……..

Le 13 octobre, entrons en fusion contre le nucléaire

Ce que nous voulons c’est l’arrêt immédiat de toutes les centrales nucléaires et pas seulement de celle de Fessenheim qui ne serait qu’un os à ronger pour les écologistes. La décision d’abandonner cette industrie reste un choix politique et l’exigence d’un arrêt immédiat, total et définitif est donc le seul mot d’ordre qui vaille, surtout après la catastrophe de Fukushima et l’incident à Fessenheim. Le nucléaire ce n’est pas une affaire d’énergie pour satisfaire nos besoins, c’est avant tout une affaire industrielle liée à un mode de production.

Les nucléocrates jouent sur la peur ! Ils nous disent que sans le nucléaire nous reviendrions à la bougie et mènerions une vie misérable ! Or, c’est cette organisation sociale et économique qui permet les catastrophes tel que Tchernobyl et Fukushima…

L’arrêt immédiat des centrales est techniquement possible sans que cela change grand-chose aux modes de vie actuels. Si les capitalistes y étaient obligés par la multiplication des catastrophes ou par une diminution drastique des bénéfices escomptés, ils trouveraient tout seul le moyen d’arrêter le nucléaire en remettant en marche des centrales thermiques et hydroélectriques. Car ce qui compte pour eux ce n’est pas de nous rendre service en maintenant un mode de vie supposé élevé ou merveilleux, mais bien de faire des bénéfices ! Ce qu’ils veulent en prolongeant le nucléaire, c’est amortir leurs investissements et toucher les dividendes… et pour ça peu importe les catastrophes et les morts (les capitalistes se sont toujours foutus des dégâts collatéraux comme les guerres, ils se foutent aussi des explosions nucléaires).

Luttons donc pour l'arrêt de la machine nucléaire, contre le système qui l'a produit et qui nous offre chaque jour les preuves de la nécessité de l'abattre. Les mesures d'austérité annoncées pour « recapitaliser » les banques toucheront salaires et retraites, mais pas les milliards engloutis par cette industrie qui remplit les poches des grosses entreprises et de leurs actionnaires. Ceux qui, à droite comme à gauche, demandent une sortie du nucléaire en 20, 30 ou 40 ans ne font qu'offrir aux grands groupes capitalistes comme Bouygues, AREVA, Vinci et autres les moyens de faire encore plus de bénéfices et de leur offrir le délai nécessaire pour rentabiliser au maximum leurs investissements passés et pour faire du solaire, de l'éolien, de la géothermie, un gisement de profit aussi juteux que le fut le nucléaire dans les années 70. Si l'industrie nucléaire est une folie meurtrière le système qui l'a mis en place l'est tout autant.

Par ailleurs, la stratégie nucléariste s'est toujours accompagnée d'une volonté de développement de grands travaux qui sont eux aussi un vecteur du redéploiement capitaliste. Trains à grande vitesse (LGV Poitiers-Limoges, TAV dans le Val Susa…), méga aéroports (Notre Dames des Landes), Lignes à très haute tension (lignes Cotentin-Maine), autoroutes (terriennes et de la mer), bétonnage généralisé, projet de forages pour l'extraction du gaz de schiste etc. Ces projets ne sont utiles qu'aux élites, aux industriels du tourisme et du transport, et aux projets visant à redessiner et à marchandiser un peu plus encore nos espaces et nos vies en vue de profits à réaliser.

À l'opposé, certain(e)s dans les luttes actuelles soumettent l'idée que la solution passe par la réappropriation et la redéfinition collective des besoins et des moyens de production d'énergies au niveau local.

Les luttes qui se mènent actuellement ne sauraient être récupérées à des fins politiciennes par des responsables de partis qui participent au pouvoir qui les met en œuvre. Elles appartiennent à celles et ceux qui luttent. C'est pourquoi le « Copain » considère qu'être antinucléaire c'est lier ces combats entre eux et en être partie prenante.

Tous à Laval le 13 octobre, pour former un bloc anticapitaliste et porter un message clair,

Ni rose, ni vert, arrêt immédiat du nucléaire !

COPAIN

(COllectif Poitevin pour l'Arrêt Immédiat du Nucléaire)

copain [arrobase] riseup [point] net